



PRÉFECTURE DE L'AUDE

RECEPISSE DE DECLARATION CONCERNANT

COMMUNE DE SAINT AMANS

CURAGE DE LA RETENUE ANCIENNE
RUISSEAU DE CHEVALLIE

DOSSIER N° 11-2014-00106

Le préfet de l'AUDE
Chevalier de la Légion d'Honneur

ATTENTION : CE RECEPISSE N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX CONFORMEMENT A L'ARTICLE 2 CI-APRES.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014087-0003 du 1er avril 2014 donnant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

VU la décision n° 2014-024 du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude du 4 juin 2014 donnant subdélégation de signature à certains agents de la DDTM ;

VU la déclaration présentée par Monsieur CAMBON Michel, reçue au guichet unique de police de l'eau le **24 juin 2014** et enregistrée sous le n° **11-2014-00106**.

ARTICLE 1 :

Il est donné récépissé de sa déclaration à Monsieur CAMBON Michel, pour des travaux de curage de la retenue ancienne – ruisseau de CHEVALLIE – section ZB – parcelles 39 et 40 - commune de SAINT AMANS.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et concernent les rubriques suivantes de la nomenclature visée à l'article R214-1 du Code de l'Environnement :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescription générales</i>
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, ***du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation***, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

3.2.4.0	<p>***du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation***supprimé à compter 01/01/2012(art 10 décret 2007-1760 du 14/12/2007)</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1</p> <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.</p> <p>1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m³ : A</p> <p>2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 du même code : D</p>	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
---------	---	-------------	------------------------

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

ARTICLE 2 :

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 24 août 2014, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

ARTICLE 3 :

Le récépissé de déclaration ainsi que le cas échéant les prescriptions spécifiques imposées seront affichés en mairie et le dossier sera mis à la disposition du public à la Mairie pendant une durée minimale de 1 mois.

Ce récépissé et les éventuelles prescriptions complémentaires seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'AUDE durant une période d'au moins six mois.

ARTICLE 4 :

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours des tiers continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A CARCASSONNE, le 24 juin 2014

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
et par délégation, la Chef de Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques



Muriel FILLIT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.